

IL ESTIME QUE SON SECTEUR EST ARRIVÉ À UN POINT DE NON-RETOUR

Benaïssa annonce une année charnière

Après quatre années (2009-2012) de recentrage et de restructuration des filières agricoles, avec en parallèle une moyenne de croissance annuelle de 13,80%, l'année 2013 s'annonce charnière pour le secteur de l'agriculture. L'heure de vérité a sonné et Rachid Benaïssa évoque les virages qu'il ne faut pas rater.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le résultat de ce processus mis en place dans le cadre de la nouvelle politique de renouveau agricole et rural est aujourd'hui visible, selon les indications du ministre Rachid Benaïssa qui s'exprimait hier devant ses cadres, à l'occasion de la 16^e session trimestrielle d'évaluation des contrats de performances des wilayas.

Des efforts, poursuit-il, qui «ont tous convergé après une longue marche. Le plus difficile, reste à élever la cadence et passer à une vitesse de production supérieure en sauvegardant ce qui a déjà été acquis».

C'est pour cela que l'année 2013 se présente, aux yeux du ministre, importante : «cette année, la dynamique sera plus grande car le processus de recentrage que nous avons mis en place est sur le point d'être achevé. L'heure de vérité est arrivée et nous allons pouvoir tester la solidité et la performan-

ce de ce que nous avons jusqu'à-bâti».

Rachid Benaïssa a appelé à cet effet, les quelques wilayas qui n'ont pas honoré leurs contrats de performances au titre de l'année 2012, de poser les problèmes qui les empêchent d'avancer, afin de trouver les solutions nécessaires, car en 2013, l'erreur ne sera pas permise.

«Je vous demande de poser des problèmes réels et véritables, car s'il y a de faux problèmes, je vous somme de les laisser de côté et passer à l'essentiel. Chacun doit se regarder en face au lieu de chercher les failles chez les autres. La marge de progrès est là et entre nos mains, saisissons-la et cherchons à la développer et mieux l'orienter. La qualité du produit algérien est avérée et cela est dû au retard que nous avons enregistré en matière d'engrais. Le défi est justement à ce niveau, chercher comment multi-



L'heure de vérité est arrivée pour le secteur de Benaïssa.

plier la production des fruits et légumes en utilisant les nouvelles techniques modernes de culture, sans toutefois perdre en qualité et en goût...», a-t-il souligné.

«Il est temps d'oublier le soutien financier de l'Etat»

Rachid Benaïssa a, par ailleurs, instruit les directeurs des services agricoles de wilayas et les présidents de Chambres agricoles d'adopter une approche d'accompagnement de l'agriculteur plutôt que de persister dans une logique

administrative et bureaucratique. «Vous êtes là pour ouvrir les portes aux agriculteurs et leur faire parvenir l'information et la simplifier», a-t-il ajouté.

S'agissant des agriculteurs, le ministre s'est voulu catégorique : «l'équation a changé, dorénavant, venez nous dire ce qu'il y a lieu de faire et comment, et non pas combien d'argent vous nous donnez... il faut oublier l'aide de l'Etat. La dynamique impulsée dans le secteur depuis ces quatre dernières années a permis de libérer l'initiative, les portes de l'investissement sont

ouvertes et c'est l'investisseur qui nous intéresse par-dessus tout». Le ministre a en effet beaucoup insisté sur l'investissement, en appuyant ses propos par l'exemple du Sud : «18% de la valeur globale de production agricole qui était de l'ordre de 29 milliards de dollars en 2012, ont été enregistrés au sud du pays. Il y a à peine, une année personne n'aurait cru que le Sahara assurerait 18% de la production agricole nationale.

C'est pour dire que l'expérience au sud est très possible et qu'il suffit de trouver des investisseurs pionniers pour renverser la donne».

Enfin, le ministre qui estime que son secteur est arrivé à un point de non-retour, pense qu'à partir de cette année, le défi sera de converger entre l'expérience locale traditionnelle et le savoir-faire d'ailleurs et la technologie ainsi que les élites et les connaissances algériennes éparpillées qui peuvent beaucoup apporter.

Il est aussi primordial aux yeux du ministre de développer la confiance chez les créateurs de richesses et opter pour des orientations techniques compatibles avec la nouvelle donne de développement durable et ensuite les généraliser.

M. M.

INCENDIE DANS LA RAFFINERIE DE SIKKDA

Pas d'impact négatif sur la distribution de carburants

L'incendie survenu jeudi dernier à la raffinerie de Skikda n'a pas provoqué d'impact négatif sur la distribution de carburants.

L'approvisionnement des stations-service se poursuit normalement, de manière régulière à travers le pays, assure-t-on au niveau de la société nationale de commercialisation des produits pétroliers, Naftal.

Ainsi, les dépôts et centres de stockage qu'ils relèvent de la raffinerie ou de la société Naftal, au niveau régional ou national, n'ont pas été affectés, ce que le directeur de la raffinerie de Skikda, Mohamed Berrouag, avait également mis en avant. Cité samedi par l'agence nationale de presse, ce responsable avait affirmé que cet incident «ne donnera lieu à aucune perturbation dans les approvisionnements des stations-service en carburant».

Cette perturbation était justement supputée suite à l'incendie survenu jeudi soir, vers 21 heures, à l'intérieur du four de l'unité 100 (traitement des essences), probablement à cause d'une fissure d'un tube.

Or, les réparations nécessaires risquent de prendre du temps et d'impacter sur la disponibilité des carburants, craignait-on. Ce que la directrice de la division raffinage de Sonatrach-Skikda, Z. Benmouffok, a réfuté tacitement dans des propos également rapportés samedi par l'agence de presse. Indiquant qu'une investigation sera menée pour déterminer les raisons de cette fissure, cette responsable avait affirmé que le four «n'a pas été entièrement endommagé, comme rapporté et qu'aucun autre équipement extérieur n'a subi de dégâts, mis à part quelques câbles».

M^{me} Benmouffok avait précisé également que le four de cette unité qui fabrique de l'essence avait déjà été mis en exploitation «sans incidents» entre le 27 octobre et le 3 novembre 2012, avec «les mêmes paramètres qui ont présidé à son démarrage jeudi à 14 heures», soit 7 heures avant l'incendie.

En d'autres termes, cette raffinerie qui est à l'arrêt partiel, des unités étant en cours de rénovation et faisant l'objet de tests de performance, n'a pas été affectée par cet incident.

Et ce, d'autant que l'incendie a été maîtrisé, circonscrit au bout d'une trentaine de minutes et que les autres unités ont été rapidement protégées par un «mur d'eau», assurait la directrice de la division raffinage. Cela, même si elle rappelait qu'un travailleur a subi une blessure lors d'une chute.

Chérif Bennaceur

ILS EXIGENT LE DÉPART DU DG D'ALGÉRIE POSTE

Sit-in des postiers, hier à Alger

La grève lancée la veille du nouvel an par les travailleurs d'Algérie Poste semble s'inscrire dans la durée. Leur septième jour de débrayage a été marqué, hier, par la tenue d'un grand rassemblement à la Grande-Poste, en plein cœur de la capitale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Une option de rechange décidée sur les lieux car les nombreux postiers qui ont afflué de plusieurs wilayas du pays avec la présence remarquée de beaucoup de femmes, ont initialement convenu d'une marche vers le siège du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication, sis au Télémy. Mais c'était compter sans l'important déploiement des agents de l'ordre qui ont tenu en respect les grévistes, contraints alors d'observer un sit-in.

L'occasion pour eux d'énumérer devant les journalistes les revendications d'une corporation dont les effectifs avoisinent les 29 000 agents.

Au premier rang de leurs revendications, les postiers veulent tout simplement la tête de leur directeur général, vouant, au passage, aux gémonies leur syndicat affilié à l'UGTA, accusé de marchander sur leur dos à coups de privilèges et d'avantages. Ils font leur, à l'occasion, le slogan phare des contestations populaires dans le monde arabe «Dégage !» en invitant leur premier responsable et le secrétaire général de leur syndicat, respectivement Mohamed-Laïd Mahloul et Mourad Bendjedi, à déguerpir.

«Nous ne voulons pas de cette prime du bénéfice annuel (30 000 DA) que la direction vient de concéder», affirment les grévistes pour qui il n'est plus question, cette fois-ci, «de faire marche arrière comme par le passé lorsque», soutient un tra-



Les postiers veulent la tête de leur directeur général.

vailleur venu de Relizane, «nous avons gelé la grève en avril dernier suite à un accord de principe».

Et à un de ses collègues, exerçant dans une agence postale sur les hauteurs de la capitale, d'exiger l'application pure et simple de la convention-cadre paraphée en 2003. Une convention à valeur de feuille de route que l'actuelle direction ignore superbement, selon les grévistes qui ont exprimé leur détermination à aller au bout de leur mouvement. «Nous ne demandons que nos droits comme tous les travailleurs des autres secteurs», clamera une jeune femme qui regrette que la corporation des postiers «ne perçoive pas de prime de rendement individuel et collectif».

Une autre collègue, qui affirme traîner près de 30 ans de service, a mis le doigt sur l'absence d'évolution de carrière dans le secteur et l'insignifiance de la prime de risque pour certaines fonctions comme celle de caissier qu'elle dit exercer. Un point

que cette convention comprend aux côtés d'autres préoccupations.

Un autre employé d'Algérie Poste dit presque rire du commentaire fait par le directeur général qui parle de 30 milliards de centimes de manque à gagner que cette grève engendre quotidiennement alors que, il n'y pas longtemps, poursuit-il, «ce même responsable faisait part d'une trésorerie limitée».

Ceci dit, le directeur général d'Algérie Poste, injoignable durant la journée d'hier, prévoit pour aujourd'hui une réunion au siège du ministère de tutelle durant laquelle il se prononcera sur la demande d'Algérie Poste relative à la prime du bénéfice annuel de 30 000 DA qui entrera en vigueur avant le 12 janvier 2013.

Mohamed Laïd Mahloul a, en outre, invité le syndicat d'entreprise tant décrié par les travailleurs à noter toutes les revendications de ces derniers pour examen et traitement, «selon les moyens et les priorités».

M. K.